

Les vaccins, un bien public mondial

samedi 1er mai 2021, par [SONDARJEE Maïka](#) (Date de rédaction antérieure : 21 avril 2021).

L'autrice est professeure à l'École de développement international et mondialisation et chercheuse associée à l'Université de Montréal. Son premier essai, *Perdre le Sud. Décoloniser la solidarité internationale*, est paru aux Éditions Écosociété en août 2020.

Alors que les médias canadiens discutent principalement de la vaccination de nos compatriotes, 130 pays n'ont toujours pas eu accès à une seule dose de vaccins. Le problème n'est pas la production, mais la distribution : certains pays accumulent les vaccins alors que d'autres devront attendre probablement jusqu'en 2024.

Beaucoup de pays ont assuré le reste du monde qu'ils allaient partager leurs doses excédentaires, mais ils n'ont pas signifié quand ils allaient le faire. Beaucoup de militants à travers le monde ont suivi l'économiste indienne Jayati Ghosh pour critiquer ce qui se transforme tranquillement en « apartheid vaccinal ».

Par exemple, les États-Unis ont choisi d'acquérir assez de vaccins pour l'équivalent de trois fois leur population plutôt que de se fier à la coordination internationale afin que tous aient accès à la vaccination. Le Canada est aussi loin d'être exemplaire. Ottawa avait été vertement critiqué pour avoir utilisé COVAX afin de se procurer lui-même des vaccins, alors que cette initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visait l'approvisionnement des pays à faibles et à moyens revenus.

D'un côté, prioriser sa population relève d'un certain manque de solidarité, mais est compréhensible vu l'ampleur de la crise et la course aux vaccins. Toutefois, s'appropriier tous les vaccins sans être certains qu'ils servent relève de la condescendance et de l'intimidation. L'objectif est d'avoir assez de vaccins pour diminuer la propagation, pas d'empiler les vaccins « au cas où ».

Quand on ne veut pas partager

Alors que tout le monde s'entendait dès le début de la crise que le partage était la seule solution viable à une sortie de crise pour tous les pays, les observateurs critiquent la « realpolitik » ayant cours actuellement. Selon une analyse d'Oxfam reprise par Le Monde diplomatique, 13 % de la population mondiale, celle qui habite dans les pays occidentaux, aurait précommandé 51 % des doses de vaccins.

COVAX, l'initiative de l'OMS, Gavi et la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations, n'était pas le seul mécanisme visant à assurer une distribution juste et équitable des vaccins. Le « pool d'accès à la technologie de la vaccination contre la COVID-19 » (Technology Access Pool) devait assurer un partage des technologies de vaccins afin de permettre une production à grande échelle.

Ce pool n'a pas réussi à exiger des compagnies un partage de leurs livres, bien que la recherche et développement ait été financée à coups de millions de dollars de fonds publics. Bien sûr, le partage de la propriété intellectuelle ne mène pas immédiatement à une production accrue par des compagnies dans le Sud global, puisqu'il faut une capacité de production existante pour produire ce

type de produits à haute valeur ajoutée. Toutefois, restreindre la capacité de profits sur les vaccins, ce que certaines compagnies ont déjà accepté, améliorerait la distribution du vaccin et permettrait d'empêcher une distribution inégale des vaccins, ou un apartheid vaccinal.

Les vaccins devraient être considérés comme « bien public mondial » plutôt que comme un produit régi par des règles de rentabilité et de marché. Une licence obligatoire, par exemple, irait dans cette direction. Il s'agit déjà d'un amendement aux accords internationaux pour la propriété intellectuelle industrielle, adopté en 2001 à Doha grâce à la mobilisation de pays touchés par l'épidémie de VIH. Cette clause permettrait de déroger aux règles habituelles de protection de la propriété intellectuelle lors de situations d'urgence, et permettrait à des compagnies du Sud global de produire et de vendre à bas prix des technologies médicales.

Produits de base sous embargo

Malgré le départ de l'ancien président nationaliste [Donald Trump](#), les États-Unis et leur président Joe Biden persistent avec une approche « America First ». Les États-Unis refusent notamment de vendre certains produits de base pour la production de vaccins à l'Inde, alors que les cas dans le pays d'Asie du Sud explosent. Le p.-d.g. du Serum Institute of India, Adar Poonawalla, a envoyé un gazouillis à Biden le 16 avril pour lui demander de lever l'embargo sur des produits comme des sacs et des filtres.

Ce refus d'exporter ces produits de base risque de ralentir la production de vaccins en Inde, qui est le pays ayant la plus grande capacité de production au monde et qui fabrique actuellement 60 % des vaccins du monde. L'Institut indien produit le vaccin Covishield et s'apprête à commencer à produire le Novavax, qui sont deux des vaccins destinés aux pays à faibles et à moyens revenus par COVAX.

Il s'agit d'un protectionnisme étrange puisque les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde ont formé une alliance en mars, le Quad, afin de contrecarrer la diplomatie vaccinale de la Chine. En vendant des vaccins à faible coût, l'hégémon asiatique profite de la crise pour établir des relations diplomatiques favorables, ce que d'autres pays voient d'un mauvais œil.

La seule solution pour régler la pandémie pour tout le monde est une meilleure coordination entre pays et la signature d'accords internationaux coercitifs pour la distribution de vaccins. Alors que le besoin de collaboration est plus grand que jamais, les replis sur soi deviennent de plus en plus difficiles à défendre. Malgré des critiques légitimes sur la gestion de la crise par l'OMS, il n'en demeure pas moins qu'une crise mondiale nécessite des solutions mondiales gérées multilatéralement.

Maïka Sondarjee

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Maïka Sondarjee, Le Devoir, 21 avril 2021

<https://alter.quebec/les-vaccins-un-bien-public-mondial/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)